



## CHAPITRE 109

Loi modifiant la charte de la ville de  
Côte Saint-Luc

[Sanctionnée le 15 décembre 1955]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la ville de Côte Saint-Luc a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 15-16 George VI, chapitre 98, et les lois la modifiant soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1954-55,  
c. 106,  
a. 1,  
remp.

**1.** L'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 106, est remplacé par le suivant:

S.R.,  
c. 233,  
a. 64,  
remp.  
pour la  
ville.

**"1.** L'article 64 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Côte Saint-Luc, par le suivant:

Frais de  
représen-  
tation.

**"64.** Le conseil municipal, sur simple résolution, est autorisé à accorder annuellement, des frais de représentation au montant de mille dollars pour le maire et de six cents dollars pour chaque échevin. Ces montants sont payables mensuellement. Le présent article aura effet à compter du premier février 1956.

Dépenses  
de  
voyage.

En plus, le maire et les échevins pourront être remboursés des dépenses réelles de voyage qu'ils auront faites dans l'intérêt de la municipalité et en vertu d'une résolution du conseil."

## CHAPTER 109

An Act to amend the charter of the town  
of Côte Saint-Luc

[Assented to, the 15th of December, 1955]

**W**HEREAS the town of Côte Saint-Luc Preamble.

has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 15-16 George VI, chapter 98, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1954-55,  
c. 106,  
s. 1,  
replaced.

**1.** Section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, chapter 106, is replaced by the following:

**"1.** Section 64 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Côte Saint-Luc, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 64,  
replaced  
for town.

**"64.** The municipal council on mere resolution, is authorized to grant annually, attendance expenses to the amount of one thousand dollars for the mayor and of six hundred dollars for each alderman. Such amounts shall be payable monthly. This section shall have effect from the first of February, 1956.

Attend-  
ance ex-  
penses.

In addition, the mayor and the aldermen may be reimbursed the actual travelling expenses they shall have made in the interest of the municipality and in virtue of a resolution of the council."

Travelling  
expenses.

1951-52,  
c. 98, a. 9,  
ab.

**2.** L'article 9 de la loi 15-16 George VI, chapitre 98, est abrogé.

**2.** Section 9 of the act 15-16 George VI, chapter 98, is repealed.

1951-52,  
c. 98, s. 9,  
repealed.

Id., a. 10,  
ab.

**3.** L'article 10 de la loi 15-16 George VI, chapitre 98, est abrogé.

**3.** Section 10 of the act 15-16 George VI, chapter 98, is repealed.

Id., s. 10,  
repealed.

S.R.,  
c. 233,  
a. 185,  
am. pour  
la ville.

**4.** L'article 185 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 1, par le suivant:

**4.** Section 185 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing subsection 1, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 185,  
am. for  
town.

Dépôt.

**"185. 1.** La somme de cent dollars, en monnaie pouvant servir à des offres réelles ou en billets d'une banque légalement constituée et faisant des opérations au Canada, ou un chèque pour cette somme tirée sur une banque de ce genre et accepté par elle, doit être déposé entre les mains de l'officier-rapporteur lorsque le bulletin de présentation lui est remis."

**"185. 1.** The sum of one hundred dollars, in legal tender or in the bills of any chartered bank doing business in Canada, or a cheque for such sum drawn upon and accepted by any such bank, shall be deposited in the hands of the returning-officer at the time the nomination-paper is filed with him."

Deposit.

1951-52,  
c. 98,  
a. 22, am.

**5.** Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 22 de la loi 15-16 George VI, chapitre 98, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**5.** Paragraph 1b of section 22 of the act 15-16 George VI, chapter 98, is replaced, for the town, by the following:

1951-52,  
c. 98,  
s. 22, am.

Permis de  
bâtir.

**"1<sup>o</sup>** Prescrire la manière de présenter un permis de bâtir et fixer les droits à payer à la ville pour l'octroi de ce permis lequel ne devra pas excéder cent dollars."

**"1b.** To prescribe the manner in which a permit to build shall be presented and to fix the dues to be paid to the town, for the granting of such permit which shall not exceed one hundred dollars."

Permits  
to build.

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la ville.

**6.** Le paragraphe 37<sup>o</sup> de l'article 426 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**6.** Paragraph 37 of section 426 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
town.

Pétards,  
etc.

**"37<sup>o</sup>** Pour réglementer ou défendre la possession et l'usage des pétards, torpilles, chandelles romaines, fusées volantes et autres pièces de feu d'artifice;"

**"37.** To regulate or prohibit the storage and use of fire-crackers, torpedoes, roman candles, sky-rockets or other fire-works;"

Fire-  
works.

S.R.,  
c. 233,  
a. 427a,  
aj. pour  
la ville.

**7.** La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 427, le suivant:

**7.** The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 427, the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 427a,  
added  
for town.

Travaux  
d'aque-  
duc et  
d'égouts.

**"427a.** Le conseil peut décréter, par règlement, approuvé par les électeurs propriétaires, de la manière déterminée dans le cas d'un règlement d'emprunt et par le lieutenant-gouverneur en conseil, que des travaux d'acqueduc ou d'égouts soient exécutés et que ces aqueducs et égouts soient entretenus et opérés en commun par la ville de Côte Saint-Luc et par une ou des municipalités voisines ou par une seule municipalité, dans le territoire de l'une ou l'autre des municipalités; que des ouvrages existant dans la ville de Côte Saint-Luc ou dans une ou

**"427a.** The council may order, by by-law, approved by the electors of the town who are property-owners, in the manner determined in the case of a borrowing by-law, and by the Lieutenant-Governor in Council, that sewerage systems and surface drainage be carried out, maintained and operated jointly by the town of Côte Saint-Luc and by a neighbouring municipality or municipalities or by one municipality only in the territory of either of the municipalities; that existing works in the town of Côte Saint-Luc or in one or several neighbouring

Sewerage  
systems  
and  
surface  
drainage.

plusieurs des municipalités voisines soient utilisés en commun; que la ville de Côte Saint-Luc passe avec ces municipalités toute entente concernant l'exécution, l'entretien, l'opération de ces travaux et qu'elle détermine avec elles la répartition du coût de ces travaux, le mode de paiement, l'indemnité périodique ou non payable pour l'usage de ces ouvrages fournis à la ville de Côte Saint-Luc par l'une ou l'autre de ces municipalités. Le coût de ces travaux ou la partie du coût de ces travaux à être payé par la ville de Côte Saint-Luc et l'intérêt de l'emprunt fait pour leur paiement ainsi que le coût et les déboursements encourus en ce cas pour la préparation des règlements, les frais d'acte et la négociation de l'emprunt sont défrayés au moyen d'une cotisation basée sur le front des propriétés ou autrement, et la manière de percevoir cette cotisation."

municipalities be used jointly; that the town of Côte Saint-Luc enter into any agreement with such municipalities respecting the carrying out, maintenance, operation and cost of such works and to determine with them the apportionment of the cost of such works, the mode of payment, the periodical or non payable indemnity for the use of such works provided to the town of Côte Saint-Luc by either of such municipalities. The cost of such works or part of same to be paid out by the town of Côte Saint-Luc and the interest on the loan contracted for the payment thereof, as well as the costs and disbursements incurred in such case in the preparation of the by-laws, the costs of the deed and the negotiation of the loan, shall be paid by an assessment made either according to the frontage of the property or otherwise, and the manner of levying such assessment."

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.  
Rues.

**8.** Le paragraphe 1° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"1° Sujet aux dispositions de la Loi relative aux rues publiques (chapitre 242), pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la municipalité, et pour en payer le coût, en tout ou en partie, à même les fonds généraux de la municipalité, ou au moyen d'une taxe spéciale sur les propriétaires d'immeubles situés dans un rayon déterminé par le conseil ou pour prescrire une répartition de cette taxe soit en raison de l'étendue de front ou la superficie de ces immeubles soit d'après leur évaluation totale, comme il semblera bon au conseil, selon les plans et aux conditions qu'il jugera raisonnables; toutefois, le règlement décrétant la fermeture d'une ou de plusieurs rues doit pourvoir à l'indemnité, s'il y a lieu, et est sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec avant d'entrer en vigueur;"

**8.** Paragraph 1 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"1. Subject to the provisions of the Public Street Act (chapter 242), to order the opening of new streets, the closing, the widening, extension or changing of existing streets, and to prescribe the manner of making and maintaining the streets of the municipality, and to pay the whole or part of the cost thereof out of the general funds of the municipality, or by means of a special tax on the owners of immovable property situated within a radius determined by the council, and to prescribe an apportionment of such tax, either according to the frontage or area of such immovables or according to their total valuation, as the council may deem expedient, according to such plans and on such conditions as it may deem advisable; however, the by-law ordering the closing of one or of several streets must provide for the indemnity, if there be occasion therefor, and shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission before coming into force;"

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.  
Streets.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**9.** Le paragraphe 19° de l'article 429 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

**9.** Paragraph 19 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

Propreté  
des rues.

"19° Pour décréter que la ville entretiendra, balaiera, arrosera et tiendra en état de propreté tous ou quelques-uns de ses trottoirs, rues ou places publiques; pour décréter que la ville enlèvera la neige ou la glace, en tout ou en partie, de tous ou de quelques-uns de ses trottoirs, rues et places publiques. Ces travaux seront payés à même les fonds généraux de la ville."

"19. To decree that the town will maintain, sweep, sprinkle and keep clean all or some of its sidewalks, streets or public places; to decree that the town will remove the snow or ice, in whole or in part, from all or some of its sidewalks, streets and public places. Such work shall be paid for out of the general funds of the town." Cleaning  
of streets.

Vente  
de biens  
non ré-  
clamés.

**10.** La ville peut faire vendre à l'encan, par le ministère d'un huissier de la Cour supérieure, sans formalité de justice, et après les avis requis pour une vente de biens meubles sur une saisie-exécution, les objets, effets mobiliers, ou autres biens meubles non réclamés dans les douze mois, dont elle peut se trouver en possession ou si ces objets, effets ou biens meubles sont le produit d'un vol, ou ont été saisis ou confisqués, par ses officiers de police, ou se trouvaient en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la ville a été obligée de pourvoir.

**10.** The town may cause to be sold at auction, by a bailiff of the Superior Court without any judicial proceedings and after the notices required for the sale of moveables under writ of execution, the objects, moveable effects or other moveable property unclaimed within the twelve months, which may be in its possession or if such objects, effects or moveable property are the proceeds of theft or have been seized or confiscated by its police officers or were found in the possession of dead persons for whose burial the town has had to provide. Sale  
of un-  
claimed  
objects.

Respon-  
sabilité.

Si ces biens sont réclamés après la vente, la ville ne sera responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de vente et des autres dépenses qu'elle aura faites.

If such property be claimed after the sale, the town shall be liable only for the proceeds of the sale, after deducting the cost of the sale and other expenses which it may have made. Liability.

Destruc-  
tion.

Si tels objets, effets mobiliers ou biens meubles, non réclamés comme susdit ne peuvent être vendus parce qu'ils n'ont aucune valeur marchande ou à cause de l'illégalité de leur possession ou de leur usage, ces objets pourront être détruits après publication des mêmes avis *mutatis mutandis*, et si ces objets sont réclamés après leur destruction, la ville ne sera tenue au paiement d'aucune indemnité ou compensation.

If such objects, moveable effects or moveable property unclaimed as aforesaid cannot be sold because they have no merchantable value or by reason of the illegality of their possession or of their unlawful use, those objects may be destroyed after publishing the same notices, *mutatis mutandis*, and if such objects are claimed after their destruction, the town shall not be liable for the payment of any indemnity or compensation. Destruc-  
tion.

Entrée en  
vigueur.

**11.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**11.** This act shall come into force on the day of its sanction. Coming  
into force.